

§ 2. Par dérogation à la réglementation générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires, il n'y a pas l'obligation de mentionner la liste des ingrédients utilisés lors :

1° de la reconstitution dans son état d'origine et au moyen des substances strictement nécessaires à cette opération :

— d'un jus de fruits ou de légumes à partir d'un jus concentré;

— d'une purée de fruits à partir d'une purée de fruits concentrée;

2° de la restitution de l'arôme :

— au jus de fruits ou de légumes concentré;

— au jus de fruits ou de légumes déshydraté.

§ 3. Les mentions visées au § 1er doivent être apposées de façon visible, clairement lisible et indélébile sur le préemballage ou sur une étiquette liée à celui-ci. »

Art. 3. L'article 6 du même arrêté royal est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 6. Les mentions obligatoires visées à l'article 5, § 1er, doivent figurer dans le même champ visuel que celles visées à l'article 9, § 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1980 relatif à l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées. »

Art. 4. Le point III.6 de l'annexe de l'arrêté royal du 2 octobre 1980 relatif à l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées, est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1983.

Toutefois, à titre transitoire et ce jusqu'au 1er juillet 1984, les denrées dont l'étiquetage ne répond pas aux dispositions du présent arrêté peuvent être mises dans le commerce pour autant que leur étiquetage réponde aux dispositions de l'arrêté royal du 19 août 1976, concernant les jus et nectars de fruits, les jus de légumes et certaines denrées alimentaires, modifié par les arrêtés royaux des 17 avril et 17 juillet 1980.

Art. 6. Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 mars 1983.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.L. DEHAENE

Le Ministre des Affaires économiques,

M. EYSKENS

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,

F. AERTS

§ 2. In afwijking van de algemene reglementering inzake de etikettering van voedingsmiddelen is het niet verplicht de lijst van gebruikte ingrediënten te vermelden voor :

1° de reconstitutie in de oorspronkelijke toestand en door middel van stoffen die daarvoor absoluut noodzakelijk zijn :

— van vruchte- of groentesap uit geconcentreerd sap;

— van vruchtenmoes uit geconcentreerd vruchtenmoes;

2° de teruggave van het aroma :

— aan geconcentreerd vruchte- of groentesap;

— aan gedehydrateerd vruchte- of groentesap.

§ 3. De in § 1 bedoelde vermeldingen moeten op zichtbare, goed leesbare en onuitwisbare wijze zijn aangebracht op de voorverpakking of op een daaraan gehecht etiket. »

Art. 3. Artikel 6 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 6. De in artikel 5, § 1, bedoelde verplichte vermeldingen moeten in hetzelfde gezichtsveld worden aangebracht als de vermeldingen bedoeld in artikel 9, § 2, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1980 betreffende de etikettering van voorverpakte voedingsmiddelen. »

Art. 4. Punt III.6 van de bijlage van het koninklijk besluit van 2 oktober 1980 betreffende de etikettering van voorverpakte voedingsmiddelen, wordt opgeheven.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1983.

Bij wijze van overgangsmaatregel nochtans, en dit tot 1 juli 1984 mogen de waren, waarvan de etikettering niet voldoet aan de bepalingen van dit besluit in de handel worden gebracht, mits hun etikettering beantwoordt aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 19 augustus 1976 betreffende vruchtesappen, vruchtnectars, groentesappen en bepaalde soortgelijke waren, gewijzigd bij koninklijke besluiten van 17 april en 17 juli 1980.

Art. 6. Onze Minister van Economische Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 maart 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.L. DEHAENE

De Minister van Economische Zaken,

M. EYSKENS

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

F. AERTS

## EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 83 — 814

16 MARS 1983. — Arrêté de l'Exécutif portant création et organisation de districts socio-pédagogiques

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française, et vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française,

Arrêtons :

Article 1er. Les établissements d'enseignement de l'Etat, de plein exercice et de promotion sociale, sont groupés, dans la Communauté française, en districts socio-pédagogiques.

Le nombre des districts socio-pédagogiques est fixé par l'Exécutif de la Communauté française.

Les écoles de l'Etat en République Fédérale d'Allemagne, dont la langue d'enseignement est le français, constituent un district.

Le Ministre de la Communauté française qui a l'enseignement dans ses attributions, dénommé ci-après le Ministre, désigne les établissements qui constituent les autres districts.

Art. 2. Il y a dans chaque district un collège qui a pour mission, sans préjudice des dispositions réglementaires déterminant la compétence des autres organes créés par des lois ou des arrêtés royaux concernant l'enseignement de l'Etat, ou en application de ces lois et arrêtés :

1° de coordonner l'action pédagogique des établissements du district, en particulier à propos de l'éventail des options, sections et autres subdivisions offertes aux élèves;

2° d'organiser la concertation et la coopération entre les établissements d'enseignement de l'Etat, et les établissements non confessionnels du district;

3° d'adresser au Ministre des avis et des propositions en vue d'améliorer le fonctionnement de l'enseignement de l'Etat dans le district, et notamment sur les objets suivants :

a) la mise en œuvre, dans la réalité quotidienne, des grandes options pédagogiques;

b) l'organisation décentralisée d'une formation continue des personnels;

c) l'organisation concertée des transports scolaires;

d) la coordination de la gestion des établissements par l'utilisation optimale des locaux scolaires, des équipements, des restaurants scolaires et des internats;

e) une plus grande uniformisation des régimes disciplinaires applicables aux élèves et des systèmes d'évaluation;

f) les passages entre les différents niveaux d'enseignement;

4° d'entretenir des rapports réguliers avec les milieux sociaux, économiques et culturels, en vue de connaître les besoins du district en matière d'enseignement;

5° d'entretenir des rapports réguliers avec les associations de parents.

Art. 3. Dans chaque district, le collège est composé :

1° du président désigné par le Ministre sur une liste de deux candidats présentés par les membres effectifs du collège, et choisis parmi ceux d'entre eux qui ont été nommés à titre définitif aux fonctions de chef d'un établissement de l'Etat et qui sont en activité de service.

Le président est désigné pour une période de quatre ans. Le mandat est renouvelable une fois;

2° d'un vice-président qui est de droit le candidat à la présidence, non désigné par le Ministre.

Le vice-président est désigné pour une période de quatre ans. Le mandat est renouvelable une fois;

3° d'un secrétaire et d'un secrétaire-adjoint. Le secrétaire est élu par le collège parmi ses membres, le secrétaire-adjoint est élu parmi les secrétaires de direction et les éducateurs-économistes

des établissements d'enseignement du district socio-pédagogique. Le secrétaire et le secrétaire-adjoint sont désignés pour une période de quatre ans. Leur mandat est renouvelable une fois;

4° de membres effectifs qui sont les chefs des établissements visés à l'article 1er, § 1er;

5° de membres associés qui sont :

a) les recteurs des Universités et des institutions universitaires de l'Etat qui dispensent un enseignement dans le district, ou leur délégué;

b) les administrateurs des internats qui dépendent des établissements du district; lorsqu'un internat dépend de plusieurs établissements créés dans des districts différents, le Ministre détermine le collège dont l'administrateur de cet internat est membre;

c) des instituteurs en chef des sections préparatoires ou des écoles primaires d'application annexées soit à un établissement d'enseignement secondaire, soit à un institut supérieur pédagogique;

d) des conseillers-directeurs des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat.

Art. 4. En vue de la présentation prévue à l'article 3, 1°, les chefs des établissements d'enseignement du district socio-pédagogique sont convoqués par le doyen d'âge dans le délai fixé par le Ministre.

Le Ministre détermine les autres modalités de la présentation.

Art. 5. Les membres effectifs ont voix délibérative.

Les membres associés ont voix délibérative dans les matières où ils sont compétents. Dans les autres matières, ils ont voix consultative.

Le secrétaire-adjoint a voix consultative.

Le président peut inviter à une séance, en vue de recueillir son avis, toute personne qui n'est pas membre du personnel affecté à un établissement d'enseignement de l'Etat; il est tenu de le faire si la majorité des membres effectifs le demande.

Art. 6. Le procès-verbal de chaque séance est transmis au Ministre dès qu'il a été approuvé.

Art. 7. Les autres modalités de fonctionnement des collèges des districts socio-pédagogiques sont arrêtées par le Ministre.

Art. 8. L'arrêté royal du 2 avril 1981 portant création et organisation de districts éducatifs dans l'enseignement est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Notre Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 mars 1983.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement  
de la Communauté française,

R. URBAIN

—  
VERTALING

—  
FRANSE GEMEENSCHAP

N. 83 — 814

16 MAART 1983. — Besluit van de Executieve houdende oprichting en organisatie van socio-pedagogische districten

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van 3 februari 1983 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister voor Volksgezondheid en Onderwijs van de Franse Gemeenschap en gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap,

Bestuiten :

Artikel 1. In de Franse Gemeenschap worden de inrichtingen voor Rijksonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie in socio-pedagogische districten samengevoegd.

De Executieve van de Franse Gemeenschap bepaalt het aantal socio-pedagogische districten.

De Rijksonderwijsinrichtingen in de Bondsrepubliek Duitsland, die het Frans als onderwijstaal hebben, vormen samen een district.

De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het onderwijs behoort, hieronder de Minister genaamd, duidt de scholen aan die de andere districten vormen.

**Art. 2.** In elk district is er een college.

Onverminderd de reglementaire bepalingen tot regeling van de bevoegdheid van de andere organen opgericht bij of in toepassing van de wetten of koninklijke besluiten betreffende het Rijksonderwijs, is dit college belast met :

1° de coördinatie van de pedagogische werking van de inrichtingen van eenzelfde district, in het bijzonder met betrekking tot de verschillende opties, afdelingen en andere onderverdelingen aangeboden aan de leerlingen;

2° de organisatie van het overleg en de samenwerking tussen de inrichtingen voor Rijksonderwijs en de niet-confessionele scholen van het district;

3° het voorleggen aan de Minister van adviezen en voorstellen ter bevordering van de werking van het Rijksonderwijs in het district, in het bijzonder wat betreft;

a) de toepassing, in de dagelijkse praktijk, van de grote pedagogische opties;

b) de gedecentraliseerde uitbouw van een permanente vorming van het personeel;

c) de organisatie van het leerlingenvervoer, in gemeen overleg;

d) de coördinatie van het scholenbeleid door een optimaal gebruik van de scholokalen, de uitrusting, de schoolrestaurants en de internaten;

e) een grotere eenvormigheid van de op de leerlingen toepasselijke tuchtregelingen en van de evaluatiesystemen;

f) de overgang tussen de verschillende onderwijsniveaus.

4° het onderhouden van regelmatige contacten met de sociale, de economische en de culturele kringen om de behoeften van het district op onderwijsgebied te kennen;

5° het onderhouden van regelmatige contacten met de ouderverenigingen.

**Art. 3.** In elk district is het college samengesteld uit :

1° een voorzitter aangesteld door de Minister en gekozen onder twee kandidaten voorgedragen door de werkende leden van het college;

deze kandidaten worden gekozen onder de werkende leden die definitief in het ambt van hoofd van een Rijksonderwijsinrichting benoemd zijn en in dienstactiviteit zijn.

De voorzitter wordt aangesteld voor een periode van vier jaar. Zijn mandaat kan éénmaal vernieuwd worden;

2° een ondervoorzitter die van rechtswege de kandidaat is die niet door de Minister is aangesteld.

De ondervoorzitter wordt aangesteld voor een periode van vier jaar. Zijn mandaat kan éénmaal vernieuwd worden;

3° een secretaris en een adjunct-secretaris.

De secretaris wordt door het college onder zijn leden gekozen, de adjunct-secretaris wordt gekozen onder de directiesecretarissen en de opvoeders-huismeesters van de Rijksonderwijsinrichtingen van het socio-pedagogische district. De secretaris en de adjunct-secretaris worden voor een periode van vier jaar aangesteld. Hun mandaat kan éénmaal worden vernieuwd;

4° werkende leden die de in artikel 1, § 1, bedoelde schoolhoofden zijn;

5° geassocieerde leden, namelijk :

a) de rectoren van de Universiteiten en van de universitaire instellingen van de Staat die onderwijs verstrekken in het district, of hun afgevaardigde;

b) de beheerders van de internaten verbonden aan de schoolinrichtingen van het district; indien een internaat aan verschillende scholen, opgericht in verschillende districten is verbonden, bepaalt de Minister het college waarvan de beheerder van dit internaat lid is;

c) hoofdonderwijzers van de voorbereidende afdelingen of van de lagere oefenscholen verbonden aan een inrichting voor secundair onderwijs of een hoger pedagogisch instituut;

d) adviseurs-directeurs van de psycho-medisch-sociale Centra van de Staat.

**Art. 4.** Met het oog op de voordracht bedoeld in artikel 3, 1°, worden de hoofden van de onderwijsinrichtingen van het socio-pedagogische district opgeroepen door het oudste lid in jaren binnen de door de Minister vastgestelde termijn. De Minister bepaalt de andere modaliteiten van de voordracht.

**Art. 5.** De werkende leden zijn stemgerechtigd.

De geassocieerde leden zijn stemgerechtigd in de aangelegenheden waarvoor ze bevoegd zijn. In de andere aangelegenheden hebben ze raadgevende stem. De adjunct-secretaris heeft raadgevende stem. Op de vergadering kan de voorzitter eenieder die geen personeelslid van een Rijksonderwijsinrichting is, uitnodigen ten einde zijn advies in te winnen; hij is gehouden dit te doen indien de meerderheid van de werkende leden erom verzoeken.

**Art. 6.** De notulen van elke vergadering worden, na goedkeuring, naar de Minister doorgezonden.

**Art. 7.** De andere werkingsmodaliteiten voor de colleges van de socio-pedagogische districten worden door de Minister vastgelegd.

**Art. 8.** Het koninklijk besluit van 2 april 1981, houdende oprichting en organisatie van de opvoedende districten in het Rijksonderwijs wordt opgeheven.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

**Art. 10.** Onze Minister voor Volksgezondheid en Onderwijs van de Franse Gemeenschap is belast van de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 maart 1983.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister voor Volksgezondheid  
en Onderwijs van de Franse Gemeenschap,

R. URBAIN.